



HAL
open science

Militariser la gestion des flux migratoires : Giorgia Meloni, pestiférée ou bonne élève de la classe européenne ?

Vincent Geisser

► **To cite this version:**

Vincent Geisser. Militariser la gestion des flux migratoires : Giorgia Meloni, pestiférée ou bonne élève de la classe européenne ?. Migrations Société, 2022, 190, 10.3917/migra.190.0003 . halshs-03912867

HAL Id: halshs-03912867

<https://shs.hal.science/halshs-03912867v1>

Submitted on 11 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Militariser la gestion des flux migratoires : Giorgia Meloni, pestiférée ou bonne élève de la classe européenne ?

Vincent GEISSER

Le 25 septembre 2022 la coalition de droite composée par les partis *Fratelli d'Italia* de Giorgia Meloni, *La Lega* de Matteo Salvini, *Forza Italia* de Silvio Berlusconi et *Noi Moderati* de Maurizio Lupi, a remporté les élections législatives italiennes avec 44 % des suffrages, lui permettant de former un gouvernement. Cette victoire électorale doit surtout à l'excellent score obtenu par *Fratelli d'Italia* qui est parvenu à rassembler plus de 25 % des voix, marginalisant à la fois ses partenaires et ses adversaires politiques¹. Si en Italie, la percée électorale du parti de Giorgia Meloni n'a pas constitué une véritable surprise (elle était annoncée depuis plusieurs semaines par toutes les enquêtes d'opinion), en France, elle a déclenché un électrochoc moral, en raison de la filiation post-fasciste de la nouvelle cheffe du gouvernement, suscitant à la fois des interrogations et des inquiétudes quant à son rapport à l'Europe, ses orientations sécuritaires, son discours identitaire exaltant la « grandeur italienne », et sa politique en matière d'immigration et d'asile². D'une manière générale, à l'exception de l'extrême droite et des milieux souverainistes qui ont accueilli la nouvelle avec satisfaction, les responsables politiques, les médias et les personnalités morales de la société française ont plutôt développé un discours alarmiste, agitant le spectre d'un possible retour du fascisme en Italie. Les commentateurs hexagonaux ont concentré leur propos sur la trajectoire politique de Giorgia Meloni, ancienne admiratrice de Benito Mussolini, militante dès l'âge de 15 ans de la branche « jeunesse » du Mouvement social italien (MSI, parti néo-fasciste)³, qui a rejoint en 1996 la formation post-fasciste *Alleanza nazionale* de Gianfranco Fini, puis en 2008 *Il Popolo della Libertà* de Silvio Berlusconi (dont elle a été la ministre de la Jeunesse durant trois ans), avant de fonder en 2012 son propre

-
1. DELOY, Corinne, "Retour sur les élections parlementaires du 25 septembre en Italie (entretien avec Marc Lazar)", *Les analyses du CERI (Centre de recherches internationales), Sciences Po*, le 18 octobre 2022, <https://www.sciencespo.fr/ceri/fr/content/retour-sur-les-elections-du-25-septembre-en-italie-entretien-avec-marc-lazar-0>.
 2. COURRIER INTERNATIONAL, "Vu de l'étranger. Après la victoire de Meloni, la France entre 'inquiétude' et enthousiasme", *Courrier International*, le 26 septembre 2022, <https://www.courrierinternational.com/article/vu-de-l-etranger-apres-la-victoire-de-meloni-la-france-entre-inquietude-et-enthousiasme>.
 3. DECHEZELLES, Stéphanie, "Visages et usages de l'extrême droite' en Italie. Pour une analyse relationnelle et non substantialiste de la catégorie 'extrême droite'", *Revue internationale de politique comparée*, vol. 12, n° 4, 2005, pp. 451-467.

parti, *Fratelli d'Italia*⁴. La nouvelle formation politique est composée d'anciens néo-fascistes mais aussi de militants « rénovateurs » et elle a repris comme logotype officiel la flamme tricolore vert-blanc-rouge qui a d'ailleurs inspiré le Front national (FN) de Jean-Marie Le Pen lors de sa création (1972)⁵. En somme, pour de nombreux observateurs français, la victoire électorale de Giorgia Meloni marquerait la résurgence dans la péninsule italienne d'un courant nostalgique du fascisme, qui risquerait d'affecter durablement les relations avec les pays voisins et de compromettre la dynamique européenne, notamment dans le domaine de l'immigration et de l'asile.

Mais il est vrai qu'en France, pays européen où l'extrême droite est pourtant la mieux enracinée électoralement, politiquement et socialement depuis plus de trente ans (élection municipale de Dreux en 1983, élections européennes en 1984)⁶, les leaders d'opinion ont tendance à dénoncer la « menace fasciste » venant de l'étranger, comme si notre société hexagonale était immunisée par ses idéaux humanistes, laïques et républicains. Par ailleurs, il existe une tendance chez ces mêmes acteurs à « figer » les courants idéologiques et politiques étrangers, en niant leur évolution et leur adaptation au contexte actuel. Sur ce plan, le regard des historiens et des sociologues sur le « phénomène Meloni » est nettement plus nuancé que celui des faiseurs d'opinion, permettant d'appréhender toute la complexité des évolutions sociopolitiques qui ont affecté la société italienne ces vingt dernières années et son rapport complexe à l'héritage fasciste. Sans minimiser pour autant la radicalité du discours et du programme de *Fratelli d'Italia*, il est possible de saisir un processus de mutation de l'extrême droite transalpine qui la rapproche aujourd'hui d'autres courants européens, certes autoritaires, conservateurs et souverainistes, mais qui acceptent désormais les règles du jeu de la démocratie parlementaire, comme le relève très justement l'historien Marc Lazar : « *Il y a tout un débat sur ce sujet entre chercheurs et observateurs. Celui-ci est vif parce que Fratelli d'Italia est à l'évidence en pleine évolution. À mon sens, le parti présente plusieurs caractéristiques et le réduire à une seule d'entre elles serait erroné* »⁷. Cette analyse est, en grande partie, partagée par l'historienne Marie-Anne Matard-Bonucci qui préfère parler d'hyper-nationalisme plutôt que de post-fascisme : « *Autant le dire d'emblée, le programme électoral de Fratelli d'Italia ne permet pas d'identifier un*

4. Le nom *Fratelli d'Italia*, qui se traduit en français par "Frères d'Italie", renvoie au premier couplet de l'hymne national italien. Voir : CHARRIER, Liliane, "Qui est Giorgia Meloni, le visage de l'extrême droite italienne devenue Premier ministre", *TV5 Monde*, le 21 octobre 2022, <https://information.tv5monde.com/terriennes/giorgia-meloni-l-egerie-de-l-extreme-droite-italienne-qui-reve-d-etre-cheffe-du>.
5. IGOUNET, Valérie ; PICCO, Pauline, "Histoire du logo de deux 'partis frères' entre France et Italie (1972-2016)", *Histoire@politique*, n° 29, 2016, pp. 220-235.
6. CRÉPON, Sylvain ; DÉZÉ, Alexandre ; MAYER, Nonna, *Les faux-semblants du Front national. Sociologie d'un parti politique*, Paris : Presses de Sciences Po, 2015, 608 p.
7. NUTARELLI, Mathilde, "Le gouvernement Meloni est 'conservateur, de droite radicale' (entretien avec Marc Lazar)", *Public Sénat*, le 24 octobre 2022, <https://www.publicsenat.fr/article/politique/pour-marc-lazar-le-gouvernement-meloni-est-conservateur-de-droite-radicale-224926>.

projet fasciste. L'hypernationalisme, la défense de valeurs conservatrices (famille traditionnelle, soutien à la natalité, etc.), la volonté de grandeur en politique étrangère sont autant de thèmes de droite qui, s'ils faisaient bien partie de la culture politique fasciste, ne lui sont pas spécifiques. La profession de foi comporte bien un certain flou sur la question des institutions et le sens du "présidentialisme", mais l'exemple français est en général convoqué pour faire taire les inquiétudes. Par ses déclarations sur le conflit en Ukraine, ses positions atlantistes et une stratégie de communication bien rodée, Giorgia Meloni a réussi à installer l'image d'un parti conservateur — c'est ainsi qu'elle le définit — dont la création, en 2012, aurait parachevé le long processus d'intégration d'une force politique héritière du fascisme »⁸.

Cette volonté de rupture avec l'héritage fasciste est d'ailleurs l'objet d'une campagne de communication de *Fratelli d'Italia* en direction des partenaires européens en général, et de la France en particulier. Dans ce but, Giorgia Meloni a enregistré en août 2022 une vidéo dans laquelle elle s'adresse directement à l'opinion publique hexagonale dans la langue de Molière, afin de la rassurer sur ses projets politiques futurs : « Depuis plusieurs jours, je lis des articles dans la presse internationale [...], dans lesquels je suis décrite comme un danger pour la démocratie, pour la stabilité italienne, européenne et internationale. J'ai lu que la victoire de Fratelli d'Italia aux élections de septembre conduirait à un désastre, à un tournant autoritaire, à la sortie de l'Italie de l'euro et d'autres absurdités de ce genre. Rien de tout cela n'est vrai [...]. Il y a plusieurs décennies que la droite italienne a relégué le fascisme à l'histoire en condamnant sans ambiguïté la privation de démocratie et les infâmes lois antijuives. Et [c'est] sans ambiguïté également [que nous condamnons] le nazisme et le communisme, [ce dernier étant] la seule idéologie totalitaire du XX^e siècle encore au pouvoir dans certains pays, survivant à ses échecs tragiques et que la gauche peine à condamner, peut-être aussi parce qu'elle a reçu des financements généreux de l'Union soviétique pendant des décennies. Sur la question de la liberté, [nous prenons position par rapport aux réalités de notre monde actuel] dans lequel nous nous opposons fermement à toute dérive anti-démocratique [en employant] le mot "fermeté" [qui n'est jamais utilisé par] la gauche italienne et européenne »⁹.

La philosophe franco-italienne Anna Bonnalume met en évidence ce processus de « lissage idéologique » entrepris depuis plusieurs années par *Fratelli d'Italia* qui cherche à apparaître aux yeux de l'opinion publique nationale et internationale comme un parti plutôt néo-conservateur sur la question des mœurs (avortement, mariage pour tous, famille hétérosexuelle), pro-européen

8. MATARD-BONUCCI, Marie-Anne, "Parti conservateur ou droite radicale populiste ? La deuxième étiquette semble bien plus pertinente pour qualifier la structure de Giorgia Meloni", *Le Monde*, le 24 septembre 2022, https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/09/24/parti-conservateur-ou-droite-radicale-populiste-la-deuxieme-etiquette-semble-bien-plus-pertinente-pour-qualifier-la-structure-de-giorgia-meloni_6142966_3232.html.

9. MELONI, Giorgia, "Nous sommes prêts à gouverner l'Italie", vidéo en langue française mise en ligne par la chaîne YouTube de *Fratelli d'Italia*, le 11 août 2022 [retranscription de l'auteur] : <https://www.youtube.com/watch?v=1Rfa8IMWaYs>.

(refus de l'Italexit, c'est-à-dire la sortie de l'Italie de l'Union européenne), pro-occidental (attachement à l'Alliance atlantique) et favorable à une approche sécuritaire dans la gestion des flux migratoires. On peut voir ici l'expression d'un « *autoritarisme démocratique* »¹⁰ qui caractérise aujourd'hui nombre de formations partisans en Europe, couvrant un large spectre politique, qui va du centre-droit à la droite extrême : « *Ancienne militante du parti post-fasciste Alliance nationale, elle [Giorgia Meloni] essaye durant la campagne électorale de faire oublier ses racines et de se montrer rassurante vis-à-vis des institutions internationales, usant de slogans en faveur de la "famille naturelle" et pointant les difficultés économiques des ménages italiens [...]. Les idées d'extrême droite passent sous couvert de ces visages aimables et rassurants, qui cachent la véritable nature autoritaire des mesures politiques proposées (la fermeture des ports aux migrants, la défense de la famille naturelle, la restriction du droit à l'avortement, la préférence nationale)* »¹¹.

Dans le domaine des migrations et de l'asile qui nous intéresse particulièrement dans cet article, le projet politique de *Fratelli d'Italia* ne semble pas se distinguer véritablement de celui des autres droites européennes, privilégiant une approche à la fois identitaire et sécuritaire de la gestion des flux migratoires et de l'intégration des immigrés légaux dans la société d'accueil. Les répertoires hérités de l'idéologie néo-fasciste sont largement euphémisés, même s'ils ne sont pas complètement absents. Pour notre analyse, nous nous sommes appuyés principalement sur deux documents : le programme officiel de Giorgia Meloni aux élections parlementaires de septembre 2022 et une note confidentielle à usage interne, destinée aux cadres et aux militants de *Fratelli d'Italia*. Ce corpus d'analyse a été enrichi par d'autres sources, notamment des discours et déclarations des responsables du parti reproduits dans la presse française et internationale.

L'essentiel de la « doctrine migratoire » de *Fratelli d'Italia* est contenu dans le point n° 21 du programme électoral intitulé « *Fermare l'immigrazione illegalee restituire sicurezza ai cittadini* » (Mettre fin à l'immigration clandestine et restaurer la sécurité des citoyens¹²). Dans celui-ci, est établi un lien direct entre la question de la sécurité des Italiens et l'immigration illégale. Pour le dire autrement, la montée de l'insécurité dans les périphéries urbaines et les centres-villes transalpins serait due à la présence d'immigrés illégaux qui se livreraient à toutes sortes de trafics et de violences à l'encontre des honnêtes citoyens : « *La sécurité est à la base de la vie sociale et garantit le développement et le bien-être. Entre anciennes et nouvelles formes de criminalité, l'Italie est de moins en moins sûre.*

10. DABÈNE, Olivier ; GEISSER, Vincent ; MASSARDIER, Gilles (sous la direction de), *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires. Convergence Nord/Sud*, Paris : Éd. La Découverte, 2008, 336 p.

11. BONALUME, Anna, "L'Italie, entre instabilité et transformisme politique", *Esprit*, n° 491, novembre 2022, pp. 19-23.

12. Note de la rédaction : toutes les traductions de ce texte ont été réalisées par l'auteur avec l'aide d'un traducteur automatique puis relues par le directeur du CIEMI, Luca Marin.

L'immigration illégale menace la sécurité et la qualité de vie des citoyens. Nos villes sont dégradées et invivables. Les banlieues et les centres historiques sont le théâtre d'occupations illégales, de violence et de trafic de drogue. Un changement politique fort est nécessaire pour garantir la légalité à l'intérieur de nos frontières, réaménager nos territoires et renforcer le tissu social et économique national »¹³.

Aussi, le retour à la prospérité et à la sécurité des Italiens passe-t-il par la protection des frontières nationales et européennes et une application plus stricte des Accords de Schengen, avec deux mesures phares qui seront réitérées tout au long de la campagne électorale : l'établissement d'un « blocus naval » et la création de *hotspots*¹⁴ afin de procéder à un tri sélectif entre « bons » et « mauvais » migrants : « *Défense des frontières nationales et européennes telle que prévue par le Traité de Schengen et demandée par l'UE, par le contrôle aux frontières et le blocage des débarquements pour arrêter les trafics d'êtres humains, en accord avec les autorités d'Afrique du Nord ; création de hotspots sur des territoires non européens, gérés par l'UE, pour évaluer les demandes d'asile et la répartition équitable uniquement des ayants droit dans les 27 pays membres (ce que l'on appelle le blocus naval)* »¹⁵. Le projet de blocus est devenu aujourd'hui la marque de fabrique de *Fratelli d'Italia* et de Giorgia Meloni qui cherchent ainsi à se distinguer des partis de gauche et du centre mais aussi des autres composantes de la droite radicale. Au fil de ses discours, la candidate d'extrême droite plaide pour un renforcement du processus de militarisation du contrôle des flux migratoires en Méditerranée, qu'elle présente aux Italiens et aux Européens comme la seule solution efficace pour stopper définitivement l'immigration illégale. On peut lire ainsi dans un document interne de *Fratelli d'Italia* : « *Le blocus naval au large des côtes libyennes est la seule mesure concrète et utile pour stopper l'afflux d'immigrants irréguliers en provenance d'Afrique du Nord : plus de 600 000 personnes en cinq ans, 90 % d'hommes adultes, seulement 8 % de réfugiés politiques. Le "blocus naval" proposé par Fratelli d'Italia est une mission militaire européenne menée en accord avec les autorités libyennes pour empêcher les bateaux d'immigrés de partir vers*

13. MELONI, Giorgia, "Pronti a risollevere l'Italia. Elezioni politiche 25 settembre 2022", (voir p. 31), <https://www.programmafidi2022.it>.

14. "L'approche *hotspot* est un dispositif mis en place en 2015 pour renforcer le contrôle des frontières et empêcher tout accès au continent européen, en identifiant et en triant les personnes migrantes, directement après leur débarquement en Italie ou en Grèce et en les refoulant, depuis ces lieux, au détriment de leurs droits fondamentaux. Elle constitue, aujourd'hui, le nouveau "modèle" de gouvernance dans la "gestion et la maîtrise des flux migratoires" aux frontières extérieures de l'UE. Généralement décrits comme des "dispositifs d'accueil et de premier accueil dans les États membres situés en première ligne", les *hotspots* sont [...] le nouvel habillage d'une idée ancienne : la création de camps d'internement pour étrangers aux portes de l'UE. Cette approche renforce l'ambiguïté entre l'accueil et la détention et contribue à maintenir une dichotomie entre les "migrant-e-s économiques" et les demandeur-euse-s d'asile, renforçant les discriminations et entraînant de nombreuses violations des droits fondamentaux. Voir : MIGREUROP, *Tri, confinement et expulsion : l'approche hotspot au service de l'UE*, Note de paidoyer du réseau Migreurop, Paris : Migreurop, 1^{er} semestre 2019, 14 p. (voir p. 2).

15. MELONI, Giorgia, *ibidem* (voir p. 32).

l'Italie. Il ne s'agit pas de rejets, car ceux-ci ont lieu en pleine mer »¹⁶. Mais, contrairement aux partisans du Brexit en Grande-Bretagne, Giorgia Meloni estime que ce processus de militarisation des frontières maritimes doit se faire strictement dans le cadre de l'Union européenne, consolidant ainsi le processus de « frontexisation »¹⁷ de la gestion des flux migratoires par le recours, si besoin, aux forces armées pour stopper les embarcations de migrants : « *L'Union européenne dispose de tous les arguments diplomatiques, économiques et militaires pour convaincre le gouvernement libyen de travailler ensemble pour mettre en œuvre un blocus naval convenu. Il suffirait par exemple d'allouer à la Libye le même montant versé par l'Union européenne à la Turquie pour contrôler le flux de migrants : trois milliards [d'euros] (dont 225 millions versés par l'Italie) pour la période 2015-2017 et trois milliards supplémentaires pour les deux années suivantes. Six milliards en quatre ans [...]. Les côtes libyennes ne sont pas soumises aujourd'hui à un contrôle institutionnel efficace par les autorités locales, avec des divisions internes qui conduisent nécessairement à un choix de la communauté internationale : soutien, y compris économique, pour ceux qui collaborent, hostilité diplomatique et militaire pour ceux qui n'ont pas l'intention de le faire* »¹⁸. Dans cette conception très guerrière de la gestion des frontières maritimes, les « experts migratoires » de *Fratelli d'Italia* estiment que le laisser-faire des autorités maghrébines constitue soit la preuve d'une perte de souveraineté sur leur propre territoire (hypothèse du délitement de l'État), soit la preuve d'une volonté délibérée de nuire à la sécurité des Européens (hypothèse de l'hostilité). Pour Giorgia Meloni, dans les deux cas, l'intervention militaire des Européens est donc pleinement justifiée. Elle parle même de légitime défense. Le raisonnement de *Fratelli d'Italia* peut paraître quelque peu alambiqué, mais il figure pourtant en toutes lettres dans un document interne du parti : « *Ces dernières années, des bateaux ont quitté la Libye en nombre suffisant pour transporter 600 000 personnes, voire davantage, vers les côtes italiennes. Face à ces données nous avons deux hypothèses : soit les gouvernants libyens contrôlent leurs propres côtes, auquel cas le fait de laisser passer les migrants doit donc être considéré comme un acte hostile des autorités libyennes contre l'Italie et l'UE, d'où il découle que le blocus naval est un acte de légitime défense, une réponse à une agression, soit les bateaux partent non pas par la volonté des autorités libyennes mais parce que ces dernières ne contrôlent pas leur territoire et leurs côtes, donc dans ce cas cela ne peut être considéré comme un acte hostile envers l'Italie [...]. En tout état de cause, il n'est pas possible de soutenir que les autorités libyennes contrôlent le territoire et d'affirmer en même temps que les bateaux partent à leur insu. Seule l'une ou l'autre hypothèse est valide, il n'en existe pas d'autres. En fin*

16. FRATELLI D'ITALIA, *Blocco navale*, Dipartimento nazionale sicurezza, legalità, immigrazione, Documento di studio a uso interno, non adatto alla diffusione, le 2 mars 2022, 17 p. (voir p. 2), https://www.fratelli-italia.it/wp-content/uploads/2021/03/BLOCCO_NAVALE_rev.pdf.

17. GEISSER, Vincent, "Le Pacte européen sur l'immigration et l'asile ou le triomphe de la 'frontexisation' des esprits", *Migrations société*, vol. 20, n° 119, septembre-octobre 2008, pp. 3-12 ; RODIER, Claire, "Frontex, l'agence tout risque", *Plein droit*, n° 87, décembre 2010, pp. 8-11.

18. FRATELLI D'ITALIA, *op. cit.* (voir p. 2).

de compte, l'acte [le blocus naval] ne serait donc pas illégitime, même en cas de manque de coopération des autorités libyennes »¹⁹.

Pour les spécialistes des migrations, le projet de blocus défendu par Fratelli d'Italia apparaît totalement irréaliste. Alessandro Mazzola, sociologue à l'Université de Liège et chercheur au Centre for Ethnic and Migration Studies écrit à ce propos : « La mesure clé actuellement proposée par le parti en matière de politique migratoire, le blocus naval contre les migrants qui traversent la Méditerranée, est le reflet de cette identité [de Fratelli d'Italia]. Or, il faut d'abord souligner que cette mesure entre en conflit avec le droit international [Convention européenne des droits de l'Homme et Convention de Genève], car elle ne peut être mise en place unilatéralement par le pays attaqué qu'en cas de guerre. Même en supposant, comme l'affirme Meloni en réponse aux critiques, qu'un blocus naval peut être concerté de manière bilatérale avec les autorités de la Libye [principal pays à partir duquel partent les migrants qui tentent la traversée de la mer vers l'Italie], il va sans dire qu'une telle action militaire, sur les routes de la Méditerranée, serait pour le moins irresponsable »²⁰.

Autre mesure phare du programme de Fratelli d'Italia, la création de hotspots qui s'inscrit, elle, dans une logique d'externalisation du contrôle des flux migratoires. Cette proposition n'a rien d'inédit, car elle est déjà appliquée, avec plus ou moins de succès, depuis plusieurs années par les États européens²¹ : « En croisade contre l'immigration clandestine, Fratelli d'Italia soutient une autre mesure polémique : la mise en place de hotspots, des points d'enregistrement gérés par l'Union européenne et installés en dehors des frontières de l'UE, notamment en Afrique. Ces structures permettraient aux migrants de formuler une demande d'asile dans ces pays. Ceux qui obtiendraient le statut de réfugié seraient ensuite redistribués dans les pays européens selon des quotas préétablis »²². Toutefois, les chercheurs et les experts qui se sont penchés sur la mise en place de ces points d'accès situés hors du territoire de l'UE ont montré qu'ils étaient non seulement inefficaces sur le plan sécuritaire mais qu'ils aboutissaient aussi à créer des situations inhumaines pour les migrants à l'abri des regards indiscrets (ONG, collectifs de soutien aux migrants, avocats, etc.), favorisant le règne de l'arbitraire des autorités locales²³, comme le soulignent de manière éclairante les travaux de la sociologue Louise Tassin : « Pourtant, l'observation du fonctionnement

19. Ibidem (voir pp. 2-3).

20. MAZZOLA, Alessandro, "Quelle politique migratoire pour l'Italie de Giorgia Meloni ?", *The Conversation*, le 26 septembre 2022, <https://theconversation.com/quelle-politique-migratoire-pour-litalie-de-giorgia-meloni-191023>.

21. RODIER, Claire, "Externalisation du contrôle des flux migratoires : comment et avec qui l'Europe repousse ses frontières", *Migrations société*, vol. 20, n° 116, mars-avril 2008, pp. 105-122.

22. FILLON, Tiffany, "Italie : Giorgia Meloni, l'architecte d'une politique migratoire 'difficile à mettre en place'", *Infomigrants*, le 27 septembre 2022, <https://www.info-migrants.net/fr/post/43603/italie--giorgia-meloni-larchitecte-dune-politique-migratoire-difficile-a-mettre-en-place>.

23. GEISSER, Vincent, "Des Guantanamo aux portes de l'Europe ? L'externalisation au secours de nos 'amis' les dictateurs", *Migrations société*, vol. 21, n° 122, mars-avril 2009, pp. 3-10.

des hotspots suggère que le volet “humanitaire” qui a servi à les promouvoir — l’amélioration de la prise en charge des réfugiés à travers le processus de relocalisation — occupe une place bien marginale dans le système »²⁴.

Cette analyse du « projet migratoire » de Giorgia Meloni serait incomplète si elle ne mentionnait pas les mesures visant à dissuader, voire carrément à empêcher les ONG de porter secours aux migrants en mer²⁵. Dans les discours publics comme dans les documents internes, *Fratelli d'Italia* s’en prend directement aux ONG intervenant en Méditerranée, notamment *Sea Watch*, *SOS Méditerranée*, *Mediterranea Saving Humans* ou *SOS Humanity*²⁶. Le parti développe ainsi une stratégie de criminalisation des ONG humanitaires, en tentant de retourner à son profit la rhétorique humaniste : dans sa propagande, les navires affrétés par les ONG sont ainsi présentés comme « dangereux » pour la santé et la vie des migrants, violant les normes élémentaires d’hygiène et de sécurité. Le parti de Giorgia Meloni préconise carrément une stratégie de harcèlement administratif et judiciaire des navires humanitaires pour les empêcher d’accomplir leur mission. Au final, les ONG de sauvetage en mer sont accusées d’être des négriers des temps modernes, instrumentalisant la cause des migrants. Pour appuyer son argumentation, le document interne de *Fratelli d'Italia* publie des extraits de la tribune de Gian Micalessin, journaliste connu pour sa proximité idéologique avec les milieux d’extrême droite : « Nombreux sont les mensonges répandus par les ONG et par les partisans angéliques de l’hospitalité à tout prix, dans le seul but d’alimenter un climat négatif envers ceux qui veulent réguler les flux migratoires. La mère des canulars est qu’ils “fuient la guerre et la famine” [...]. En contrepartie, les navires des ONG se sont transformés en wagons de la prostitution et du crime, transportant depuis des années des milliers de filles nigérianes destinées à la prostitution sous le regard complice des soi-disant humanitaires »²⁷.

Bien qu’il se revendique d’une droite pragmatique et moderne, ayant définitivement abandonné l’idéologie néofasciste du Mouvement social italien, *Fratelli d'Italia* continue à véhiculer un certain nombre de thématiques identitaires qui le rattache directement à la famille de la droite radicale²⁸. Le point

24. TASSIN, Louise, “Le mirage des hotspots. Nouveaux concepts et vieilles recettes à Lesbos et Lampedusa”, *Savoir/Agir*, n° 36, 2016, pp. 39-45 (voir p. 41).

25. DUMONT, Ariel F., “Immigration : navires confisqués, secours limités... L’Italie déclare la guerre aux ONG”, *Marianne*, le 18 novembre 2022, <https://www.marianne.net/monde/europe/immigration-navires-confisques-secours-limites-litalie-declare-la-guerre-aux-ong>.

26. DE SANTIS, Gaël, “Italie. Giorgia Meloni lance sa croisade contre les ONG”, *L’Humanité*, le 14 novembre 2022, <https://www.humanite.fr/monde/italie/italie-giorgia-meloni-lance-sa-croisade-contre-les-ong-770837>.

27. MICALESSIN, Gian, “Quante balle dietro la propaganda delle Ong”, *Il Giornale*, le 31 mai 2019, <https://www.ilgiornale.it/news/politica/quante-balle-dietro-propaganda-delle-ong-1704004.html>.

28. Il faut rappeler que dans l’Italie de l’après-guerre, par anticommunisme viscéral, la grande majorité des leaders et mouvements d’extrême droite ont été pro-américains et partisans

n° 25 de son programme électoral intitulé « *L'Italie protagoniste dans l'Europe et le monde* » révèle une vision essentialiste et fantasmée de l'identité italienne et de l'héritage judéo-chrétien de l'Europe. On peut lire ainsi : « *Berceau de la civilisation occidentale, puissance économique et culturelle, État fondateur de l'Union européenne et de l'Alliance atlantique : après trop d'années de marginalisation sous des gouvernements de gauche, l'Italie doit redevenir un protagoniste en Europe, en Méditerranée et sur la scène internationale. Pour une politique étrangère centrée sur la protection de l'intérêt national et sur la défense de la patrie [...]. Défense des racines classiques et judéo-chrétiennes de l'Europe et de la sienne, valeurs fondamentales de liberté, démocratie, solidarité, subsidiarité et justice* »²⁹. Toutefois, le parti de Giorgia Meloni se rattache moins au courant néopaien de l'extrême droite (à l'instar de la Nouvelle Droite en France³⁰) qu'à une forme d'« ethno-christianisme »³¹ centré sur la patrie, la famille et la religion, réhabilitant les valeurs patriarcales de la société italienne et condamnant les effets destructeurs de l'idéologie postmoderne promue par les intellectuels de gauche³². La présidente de *Fratelli d'Italia* se prononce pour un encadrement strict du droit à l'avortement et critique ouvertement le mariage pour tous et l'adoption par des couples homosexuels. De même, si *Fratelli d'Italia* a fait son examen critique sur la question du racisme et de la xénophobie, condamnant ouvertement les « lois raciales » visant les Juifs adoptées par le régime de Benito Mussolini, cela ne l'empêche pas d'instrumentaliser la haine des musulmans, jouant auprès de son électorat sur les fantasmes d'islamisation de l'Italie et de l'Europe. En octobre 2019, devant des militants réunis à Rome, Giorgia Meloni déclarait à l'intention des musulmans résidant dans la péninsule : « *Si vous vous sentez offensés par le crucifix, ce n'est pas ici [en Italie] que vous devez vivre. Le monde est vaste et il est plein de nations islamiques où vous ne trouverez pas un crucifix parce que les chrétiens y sont persécutés et les églises y sont rasées [...]. Nous nous battons contre l'islamisation de l'Europe, parce que nous n'avons aucune intention de devenir un continent musulman* »³³. L'aggiornamento idéologique accompli par *Fratelli*

de l'adhésion de l'Italie à l'OTAN. Giorgia Meloni se rattache à cette tradition de l'extrême droite italienne pro-américaine et pro-occidentale. Voir : IGNAZI, Piero, "La force des racines : la culture politique du Mouvement social italien au seuil du gouvernement", *Revue française de science politique*, vol. 44, n° 6, 1994, pp. 1014-1033.

29. MELONI, Giorgia, *op. cit.* (voir p. 37).

30. TAGUIEFF, Pierre-André, "Origines et métamorphoses de la nouvelle droite", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 40, n° 4, 1993, pp. 3-22.

31. Sur les rapports de Giorgia Meloni au christianisme, voir : PREZZI, Lorenzo, "Giorgia Meloni et le pape François peuvent-ils s'entendre ?", *Le Monde*, le 18 octobre 2022, https://www.lemonde.fr/le-monde-des-religions/article/2022/10/18/italie-giorgia-meloni-et-le-pape-francois-peuvent-ils-s-entendre_6146357_6038514.html.

32. MATARD-BONUCCI, Marie-Anne, art. cité.

33. MIDDLE EAST EYE, "Italie. Giorgia Meloni `contre l'islamisation de l'Europe et l'immigration de masse", *Middleeasteye*, le 22 septembre 2022, <https://www.middleeasteye.net/fr/actu-et-enquetes/italie-giorgia-meloni-islam-immigration-extreme-droite-zemmour-fascisme>. Voir aussi : AFP, "Islam, immigration, fascisme : les déclarations de Giorgia Meloni", *H24Info*, le 26 septembre 2022, <https://www.h24info.ma/monde/islam-immigration-fascisme-les-declarations-de-giorgia-meloni/>.

d'Italia sur l'antisémitisme et le rapport à Israël³⁴ se combine à un discours antimusulman virulent, l'islam étant perçu comme incompatible avec les valeurs judéo-chrétiennes dont l'Italie est censée être le berceau.

En dépit des débats passionnés qu'a suscités dans l'Hexagone la désignation de Giorgia Meloni, la cheffe de file d'extrême droite³⁵, à la tête du gouvernement italien, l'on peut penser raisonnablement que sa position au sein de l'Union européenne va se normaliser au fil des mois³⁶. Toutefois, ce processus est profondément ambivalent. Contrairement au discours de sens commun très largement véhiculé par les éditorialistes, les commentateurs et certaines personnalités politiques, cette normalisation de l'extrême droite italienne tient moins à des révisions et des transformations en profondeur de son idéologie et de ses pratiques du pouvoir — même s'il est vrai qu'elle s'est éloignée du fascisme historique³⁷ — qu'à une banalisation et à une récupération des éléments de sa rhétorique par d'autres acteurs politiques. Si aujourd'hui Giorgia Meloni ne fait plus vraiment peur aux Européens, c'est parce que les thématiques identitaires et sécuritaires qu'elle défend ont très largement été adoptées, assimilées et recyclées dans le champ politique européen par des leaders et des partis politiques européens du centre gauche à la droite extrême, tout particulièrement dans le domaine des politiques migratoires. De ce point de vue, *Fratelli d'Italia* n'a rien inventé : son programme électoral en matière d'accueil et d'asile se situe dans la « moyenne européenne », où dominent les lectures identitaires et sécuritaires du phénomène migratoire : expulsion, externalisation, sécurisation, éducation et formation des migrants aux valeurs « occidentales » sont des mots d'ordre repris par la quasi-totalité des partis de gouvernement. En France, le futur projet de loi sur l'immigration³⁸ et l'élection à la tête du parti Les Républicains d'un nouveau président prônant ouvertement une

34. THE TIMES OF ISRAEL, "Meloni se présente comme une grande partisane d'Israël et rejette son passé fasciste", *The Times of Israël*, le 27 décembre 2022, <https://fr.timesofisrael.com/meloni-se-presente-comme-une-grande-partisane-disrael-et-rejette-son-passe-fasciste/> ; cf. aussi : ES, "Les Juifs italiens face à la victoire de Giorgia Meloni", *Radio J*, le 2 octobre 2022, <https://www.radioj.fr/2022/10/02/les-juifs-italiens-face-a-la-victoire-de-giorgia-meloni/>.

35. RACANIÈRE, Margaux, "Élections italiennes : en France, la gauche et le centre s'inquiètent, l'extrême-droite jubile", *Euronews*, le 26 septembre 2022, <https://fr.euronews.com/2022/09/26/elections-italiennes-en-france-la-gauche-et-le-centre-sinquietent-lextreme-droite-jubile>.

36. AGENCE FRANCE PRESSE/LE MONDE, "Emmanuel Macron rencontre Giorgia Meloni et dit vouloir 'poursuivre le travail' engagé avec l'Italie, 'en peuples amis'", *Le Monde*, le 23 octobre 2022, https://www.lemonde.fr/international/article/2022/10/23/emmanuel-macron-a-rencontre-giorgia-meloni-a-rome_6147025_3210.html.

37. MATARD-BONUCCI, Marie-Anne, art. cité.

38. GROUPE D'INFORMATION ET DE SOUTIEN DES IMMIGRÉS, "Genèse du futur projet de loi asile et immigration", *GISTI*, le 9 décembre 2022, <https://www.gisti.org/spip.php?article6862>.

approche identitaire et sécuritaire de la question migratoire³⁹ fournissent des illustrations saillantes de cette tendance à la convergence idéologico-politique. Dans l'Hexagone, comme dans la majorité des pays européens, la « mélonisation des esprits » est en marche depuis fort longtemps.

Marseille, le 11 décembre 2022

39. DAVID, Romain, "Éric Ciotti, nouveau président de LR, promet 'une droite de l'ordre, du travail, de l'autorité, de l'identité'", *Public Sénat*, le 11 décembre 2022, <https://www.publicsenat.fr/article/politique/eric-ciotti-devient-le-nouveau-president-de-lr-230511>.